l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 26/04/2021

Une croisade sécuritaire contre nous tous

Encore un assassinat abject, d'une policière dans l'entrée du commissariat de Rambouillet le vendredi 23 avril, commis par un islamiste radical ou un tueur fou. Mais pas fous, les dirigeants politiques macronistes, de droite ou d'extrême droite qui ont aussitôt saisi l'occasion de faire vibrer la corde « sécuritaire ». Une carte facile à jouer, l'aspiration à vivre en toute tranquillité étant légitime. Mais une carte démagogique, à plus d'un titre.

L'affaire de Rambouillet s'ajoute à celle de Viry-Châtillon (attaque d'une voiture de police à l'engin incendiaire qui a grièvement blessé deux policiers il y a quatre ans) où un jugement en appel a innocenté une partie des accusés et diminué les peines d'autres. D'où des manifestations de policiers, et associations de leurs femmes, relayées par l'extrême droite, accusant les juges de laisser la police sans défense face à ses agresseurs. Bien peu de médias ont indiqué que les jeunes innocentés… ont fait quatre ans de détention provisoire pour rien ! *Mediapart* le révélait : les enquêteurs se sont ingéniés à fabriquer des coupables, faute de trouver les vrais.

Mais qu'à cela ne tienne. À nouveau, le ministre de l'Intérieur Darmanin a montré du doigt le prétendu séparatisme musulman et le prétendu danger que représenteraient les migrants. Mensonges et intox s'étalent dans les médias, et occultent les ratés cinglants du pouvoir dans la lutte contre la pandémie, les centaines de victimes quotidiennes. Darmanin promet de nouvelles lois. On n'en est pas à la première ! L'empressement à en faire voter une nouvelle à chaque fait divers est pourtant l'aveu que la précédente n'a pas servi à grand-chose – pas même à empêcher les assassinats de policiers.

Le calcul est que ça peut rapporter des voix aux élections. À Marine Le Pen surtout, celle qui tient la corde dans le virage à droite de toute la classe politique. Et on nous rebat aujourd'hui les oreilles de ce futur duel présidentiel entre Macron et Le Pen, dont il faudrait se protéger en votant pour une gauche tout aussi démagogue en matière de sécurité.

Le pouvoir empile donc les lois répressives. La justice a condamné en 2019 près d'un millier de Gilets jaunes. Le renforcement de l'arsenal sécuritaire ne peut pourtant pas manquer de se retourner contre nous. Personne n'ignore que le déconfinement va dégeler aussi les faillites et les licenciements : le pouvoir aura besoin d'un bâton renforcé pour tenter de mater la contestation. Sa politique sécuritaire nous vise tous.

Tchad : la Françafrique perd un ami

Macron a déploré pour la France la perte « d'un ami courageux » à l'annonce de la mort du maréchal Idriss Déby, président du Tchad depuis que les services secrets français l'avaient porté au pouvoir en 1990. Se précipitant à N'Djamena pour les funérailles, le président français y est allé de sa petite pelletée pour enfouir le maréchal, en adoubant son successeur, le général Mahamat Déby, qui a pris la tête d'un Comité militaire transitoire, et qui n'est autre que le fils d'Idriss Déby. L'affaire est bouclée, la France qui perd celui dont elle avait fait son gendarme dans la région, aurait trouvé un nouvel homme de main. De père en fils.

La France a en effet fait du Tchad la clé de voûte de son intervention militaire au Sahel, au nom d'une prétendue lutte contre le terrorisme. Peu importent la perpétuation des dictatures, les violences envers les populations avec les « bavures » de l'opération française Barkhane et les exactions des soldats tchadiens, comme récemment au Niger. L'essentiel, pour l'impérialisme français, est que l'ordre règne dans ses anciennes colonies et que Total ou Bolloré aient accès aux richesses minières et pétrolières, dont la population ne voit pas la couleur, puisque le Tchad occupe la 187e position (sur 189 pays) dans le classement de l'indice de développement humain. Déby fils est accrédité par Macron, mais pas par le peuple tchadien, acteur de nombreuses grèves ces dernières années, et qui pourrait réécrire ce scénario.

Revalorisation des grilles salariales : com' toujours

Le ministre de la Santé Véran annonce une revalorisation des grilles salariales à partir du 1er octobre, qui devrait concerner 500 000 d'entre nous. Ainsi un infirmier en soins généraux devrait toucher 290 euros supplémentaires net par mois après un an de carrière. Mais dans cette augmentation, il y a les 183 euros déjà octroyés en juillet dernier après des mois de mobilisation !

Cette augmentation salariale sera du reste peut-être avalée par le point d'indice qui, comme les autres années, sera ou ne sera pas revalorisé. D'autres catégories auront des revalorisations salariales, mais moins importantes comme les aides-soignantes ou les infirmières spécialisées. Diviser pour mieux régner ? Ce qu'il faut, de toute urgence, ce sont des augmentations uniformes pour tous, sans distinction.

Augmentations générales pour tous

Pour obtenir des augmentations uniformes pour tout le monde, sans distinction entre les professions, qui ne servent qu'à diviser les salariés, nous devons imposer notre intérêt collectif. À la suite des manifestations de mai-juin dernier, les augmentations du Ségur de la santé, qui n'ont déjà pas touché tout le monde, avaient concerné 1,5 million de travailleurs, donc trois fois plus que les annonces actuellement discutées.

Quand la direction jette de l'huile sur le feu

Entre l'absentéisme, la charge de travail, les plannings qui sont modifiés du jour au lendemain et la situation pesante dans toutes les secteurs, tout le monde est à cran. Certains incidents mineurs peuvent vite dégénérer et détériorer la vie dans les équipes. Mais au lieu de calmer le jeu, certains cadres et la direction dégainent les menaces de sanctions !

Quand la c… n'a pas de limite !

Une IDE de 70 ans s'était portée volontaire pour participer à la campagne de vaccination. Mais sa candidature n'a pas été retenue… parce qu'elle n'était pas inscrite à l'ordre infirmier !

Totalement minable !

Pendant la première vague, Total s'est fait de la publicité en offrant des cartes d'une valeur de 30 € aux « héros ». Mais, d'après le syndicat Sud, il semble que depuis environ un mois, un important reliquat de ces cartes soit utilisé (la direction parle de 250, mais il semble que se soit beaucoup plus)… pour faire le plein des véhicules de l'hôpital ! La directrice explique qu'elles allaient être périmées rapidement…

Le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs

Comme chaque année depuis 1889, le 1er mai est l'occasion pour les travailleurs du monde entier de manifester leur existence et dignité de classe, et de défendre leurs revendications fondamentales. Elles existent au centuple en ces temps de pandémie mondiale, pour celles et ceux qui sont en première ligne face à la crise sanitaire et ses répercussions économiques et sociales.

Ce 1er mai est aussi l'occasion d'affirmer haut et fort la solidarité internationale des travailleurs. Et d'affirmer l'exigence d'un monde sans frontières. Les travailleurs n'ont pas de patrie, ou pour patrie la terre entière !

Manifestation du 1er mai à Besançon
10 heures 30 place de la Révolution

« Rentrée scolaire » : et vogue la galère

Alors que l'épidémie bat son plein, la réouverture des écoles le 26 avril, puis des collèges et lycées le 3 mai, n'a pas été préparée par des mesures efficaces. Toujours rien sur l'amélioration de l'aération des salles, sur la mise à disposition de nouveaux locaux et l'embauche de personnel. Le ministre Blanquer se gargarise du recours à des auto-tests salivaires dans les écoles, mais qui s'occupera de leur mise en œuvre ? Qui fournira aux familles nombreuses en difficulté financière les masques nécessaires ? Que se passera-t-il si les classes sont à nouveau fermées dès qu'un cas positif se déclare ? Ou si collèges et lycées connaissent à nouveau un bug informatique qui empêche tout cours à distance ?

Avec le virus et ses variants qui circulent encore activement, c'est le chaos assuré. Et pour les parents qui travaillent, le système D !

Self service

Après neuf ans de procédure, onze des dix-huit policiers de la BAC des quartiers Nord de Marseille ont été reconnus coupables de vols d'argent et de stupéfiants. Ils faisaient leur job avec efficience et prélevaient leur part. Devant l'ampleur de l'affaire, leur unité avait été dissoute en 2012. *Les Ripoux*, il n'y en a pas qu'au cinéma : la majorité des petits malins marseillais qui se sont fait pincer reste en service aujourd'hui et le restera malgré les (faibles) condamnations.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/